

Art. 6. A l'article 12 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1, alinéa premier, première phrase, est remplacé par la disposition suivante :

Lorsqu'un intégrant au statut obligatoire tel que visé à l'article 5, § 1^{er}, 1° et 3°, et à l'article 5, § 6, ne s'est pas présenté au bureau d'accueil dans le délai de trois mois au maximum de l'inscription, lorsqu'un intégrant au statut obligatoire tel que visé à l'article 5, § 7 ne s'est pas présenté au bureau d'accueil dans le délai de trois mois au maximum du début de l'obligation d'intégration civique, ou lorsqu'un intégrant au statut obligatoire tel que visé à l'article 5, § 8 ne s'est pas présenté au bureau d'accueil dans les trois mois au maximum après avoir atteint l'âge de dix-huit ans, le bureau d'accueil en informe la commune.

2° au § 1^{er}, alinéa trois, les mots « avec maintien de l'application de l'article 5, § 5 » sont remplacés par les mots « avec maintien de l'application de l'article 3, § 6, et de l'article 5, § 5 »;

3° au § 1^{er}, alinéa trois, les mots « avec maintien de l'application de l'article 5, § 5 » sont remplacés par les mots « avec maintien de l'application de l'article 3, § 6, et de l'article 5, § 5 »;

4° au § 2, alinéa trois, les mots « visé à l'article 5, § 5 » sont remplacés par les mots « visé aux articles 3, § 6 et 5, § 5. »

Art. 7. Il est ajouté à l'article 14, alinéa quatre du même décret, la phrase « Le Gouvernement flamand peut en arrêter les modalités ».

Art. 8. Dans l'article 17 du même décret, il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas deux et trois, rédigé comme suit :

« Dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, le bureau d'accueil peut informer le nouvel arrivant mineur allophone qui se présente au bureau d'accueil ou y est présenté, pendant un délai de soixante jours scolaires suivant la présentation, sur l'offre socioculturelle de langue néerlandaise et éventuellement le mettre en contact avec les services locaux concernés. »

Art. 9. A l'article 22 du même décret, il est ajouté un second alinéa, rédigé comme suit :

« A l'appui et en exécution de la politique flamande d'intégration civique, le Gouvernement flamand peut octroyer des subventions aux organisations avec lesquelles il conclut une convention. Le Gouvernement flamand arrête les modalités de la convention. »

Art. 10. Dans l'article 25, § 1^{er}, alinéa cinq du même arrêté, la dernière phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Les sanctions tombent sous l'application des dispositions applicables à ces centres, tels que définis dans le décret du 15 juin 2007 relatif à l'éducation des adultes. »

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 11. L'article 4, 3° du présent décret entre en vigueur à une date à fixer par le Gouvernement flamand.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1^{er} février 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique des Villes, du Logement
et de l'Intégration civique,

M. KEULEN

—
Note

Session 2007-2008 :

Documents. — Projet de décret : 1319, n° 1. — Rapport : 1319, n° 2. — Texte adopté en séance plénière : 1319, n° 3.

Annales. — Discussion et adoption : Séance du 16 janvier 2008.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 509

[2008/200553]

19 DECEMBRE 2007. — Décret modifiant le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 3 du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, un alinéa 2 est ajouté, libellé comme suit :

“La commune ou l'association de communes est solidairement tenue au paiement de la taxe due pour les déchets ménagers mis pour son compte en centre d'enfouissement technique. Elle peut demander à l'Office de se substituer, pour ces déchets, au redevable, auquel cas il lui incombe de procéder aux déclarations et d'acquitter la taxe.”

A l'article 8 du même décret, un alinéa 2 est ajouté, libellé comme suit :

“La commune ou l'association de communes est solidairement tenue au paiement de la taxe due pour les déchets ménagers incinérés pour son compte. Elle peut demander à l'Office de se substituer, pour ces déchets, au redevable, auquel cas il lui incombe de procéder aux déclarations et d'acquitter la taxe.”

Art. 2. A l'article 31 du même décret, le paragraphe 4 est complété par l'alinéa suivant :

“Le montant de la réduction ou de l'exonération de taxe peut également être versé directement au producteur de déchets qui a réalisé les objectifs de prévention permettant la réduction ou l'exonération de taxe.”

Art. 3. L'article 35, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé comme suit :

"La taxe n'est pas due pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie :

1° la présence de déchets est imputable à un tiers taxé par ailleurs pour l'abandon de déchets sur le lieu considéré;

2° un plan de réhabilitation a été introduit et a été déclaré recevable, à moins qu'il ne soit pas exécuté selon les prescriptions arrêtées par l'autorité compétente, et un cautionnement a été, le cas échéant, constitué pour garantir les frais d'exécution du plan de réhabilitation.

La réhabilitation consiste en la réalisation de toute opération d'élimination des déchets ou de remise en état des lieux ou, en cas d'impossibilité technique ou de danger, en l'adoption de toute mesure destinée à préserver l'environnement et la santé humaine de façon durable."

Art. 4. A l'article 49 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots "chapitres VI, VII et X" sont remplacés par les mots "chapitres VI, VII, IX et X";

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "chapitres VI et VII" sont remplacés par les mots "chapitres VI, VII et IX";

3° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots "20 du mois" sont remplacés par les mots "20 du quatrième mois".

Art. 5. A l'article 50 du même décret, les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"§ 2. Les taxes relatives à une déclaration sont payables, à l'initiative du redevable, au plus tard le 20 du mois qui suit l'échéance trimestrielle, à l'exception de la taxe due en application des chapitres VI, VII et IX.

§ 3. Pour ce qui concerne la taxe due en application des chapitres VI, VII et IX, la taxe relative à une déclaration est payable, à l'initiative du redevable, au plus tard le 20 du quatrième mois de l'année qui suit l'année civile à laquelle se rapporte la déclaration de l'article 49, § 2."

Art. 6. L'article 72 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

"Toutefois,

- les articles 56 à 68 du présent décret ne s'appliquent qu'aux taxes, intérêts et amendes fiscales relatifs aux périodes imposables 2008 et suivantes;

- les articles 18bis, 18ter, 19, 20, 21, 22, 25 et 28 du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne continuent à s'appliquer après le 1^{er} janvier 2008 aux taxes sur les déchets prévues par le décret du 25 juillet 1991 précité, relativement aux périodes imposables 2007 et antérieures."

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon 675 (2007-2008). N^{os} 1^{er} et 2.
Compte rendu intégral, séance publique du 19 décembre 2007.
Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 509

[2008/200553]

19. DEZEMBER 2007 — Dekret zur Abänderung des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 3 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

“Die Gemeinde oder Gemeindevereinigung ist gesamtschuldnerisch zur Zahlung der für die Haushaltsabfälle geschuldeten Abgabe verpflichtet, die für ihre Rechnung in ein technisches Vergrabungszentrum gebracht werden. Sie kann beim Amt beantragen, für diese Abfälle an die Stelle des Abgabepflichtigen zu treten; in diesem Fall hat sie für die Erklärungen und die Begleichung der Abgabe aufzukommen.”

In Artikel 8 desselben Dekrets wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

“Die Gemeinde oder Gemeindevereinigung ist gesamtschuldnerisch zur Zahlung der für die für ihre Rechnung verbrannten Haushaltsabfälle geschuldeten Abgabe verpflichtet. Sie kann beim Amt beantragen, für diese Abfälle an die Stelle des Abgabepflichtigen zu treten; in diesem Fall hat sie für die Erklärungen und die Begleichung der Abgabe aufzukommen.”

Art. 2 - In Artikel 31 desselben Dekrets wird Paragraph 4 durch folgenden Absatz ergänzt:

“Der Betrag der Abgabenermäßigung oder -befreiung kann ebenfalls direkt dem Abfallerzeuger ausgezahlt werden, der die Zielsetzungen in Sachen Abfallvermeidung erreicht hat, durch die die Abgabenermäßigung oder -befreiung ermöglicht wurde.”

Art. 3 - Artikel 35 § 2 Absatz 1 desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Die Abgabe wird nicht geschuldet, wenn eine der folgenden Bedingungen erfüllt wird:

1° das Vorhandensein von Abfällen wird einem Dritten angerechnet, der anderweitig für das Zurücklassen von Abfällen am betroffenen Ort besteuert wird;

2° es wurde ein Rehabilitierungsplan eingereicht und für zulässig erklärt, es sei denn, er wird nicht gemäß den von der zuständigen Behörde verabschiedeten Vorschriften durchgeführt, und es wurde gegebenenfalls eine Garantie hinterlegt, um die Durchführungskosten des Rehabilitierungsplans zu garantieren.

Die Rehabilitierung besteht in der Durchführung jeglichen Vorgangs zur Beseitigung der Abfälle oder zur Wiederinstandsetzung der Standorte oder, falls dies technisch unmöglich ist oder falls Gefahr besteht, in der Verabschiedung jeglicher Maßnahme, die für die nachhaltige Erhaltung der Umwelt und der menschlichen Gesundheit bestimmt ist.”

Art. 4 - In Artikel 49 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter “Kapitel VI, VII und X” durch die Wörter “Kapitel VI, VII, IX und X” ersetzt;

2° in Paragraph 2, Absatz 1 werden die Wörter “Kapitel VI und VII” durch die Wörter “Kapitel VI, VII und IX” ersetzt;

3° in Paragraph 2, Absatz 2 werden die Wörter “am 20. des auf das Kalenderjahr, das diese Erklärung betrifft, folgenden Monats” durch die Wörter “am 20. des vierten Monats, der auf das Kalenderjahr folgt, das diese Erklärung betrifft” ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 50 desselben Dekrets werden die Paragraphen 2 und 3 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

“§ 2. Die Abgaben bezüglich einer Erklärung sind auf Initiative des Abgabepflichtigen spätestens am 20. des auf das dreimonatliche Fälligkeitsdatum folgenden Monats zahlbar, dies mit Ausnahme der in Anwendung der Kapitel VI, VII und IX geschuldeten Abgabe.

§ 3. Was die in Anwendung der Kapitel VI, VII und IX geschuldete Abgabe betrifft, ist die Abgabe bezüglich einer Erklärung auf Initiative des Abgabepflichtigen spätestens am 20. des vierten Monats zu zahlen, der auf das Kalenderjahr folgt, das die Erklärung des Artikels 49, § 2, betrifft.

Art. 6 - Artikel 72 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ergänzt:

“Jedoch

- sind die Artikel 56 bis 68 des vorliegenden Dekrets lediglich auf die Abgaben, Zinsen und Geldstrafen anwendbar, die sich auf die Besteuerungszeiträume 2008 und die darauffolgenden Zeiträume beziehen;

- bleiben die Artikel 18bis, 18ter, 19, 20, 21, 22, 25 und 28 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region bleiben weiterhin nach dem 1. Januar 2008 auf die Abgaben für die in dem vorerwähnten Dekret vom 25. Juli 1991 vorgesehenen Abfälle anwendbar, was die Besteuerungszeiträume 2007 und die vorhergehenden Besteuerungszeiträume betrifft.

Art. 7 - Das vorliegende Dekret tritt am Datum des Inkrafttretens des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 2007 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 19. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
P. MAGNETTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2007-2008.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 675 (2007-2008). Nrn. 1 und 2.
Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 19. Dezember 2007
Diskussion - Abstimmungen.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 509

[2008/200553]

19 DECEMBER 2007. — **Decreet tot wijziging van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 3 van het fiscaal decreet tot wijziging van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt er een lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

“De gemeente of de vereniging van gemeenten is hoofdelijk verplicht tot de betaling van de verschuldigde belasting voor huishoudelijk afval dat voor haar rekening naar een technisch ondergravingscentrum wordt gebracht. Zij kan aan de dienst vragen om voor die afvalstoffen de plaats in te nemen van de belastingschuldige, in welk geval het haar toebehoort de aangiften te doen en zich van de belasting te kwijten.”

In artikel 8 van hetzelfde decreet wordt een lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

“De gemeente of de vereniging van gemeenten is hoofdelijk verplicht tot de betaling van de verschuldigde belasting voor huishoudelijk afval dat voor haar rekening verbrand wordt. Zij kan aan de dienst vragen om voor die afvalstoffen de plaats in te nemen van de belastingschuldige, in welk geval het haar toebehoort de aangiften te doen en zich van de belasting te kwijten.”

Art. 2. In artikel 31 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 4 aangevuld met volgend lid :

“Het bedrag van de vermindering of vrijstelling van de belasting kan eveneens rechtstreeks gestort worden aan de afvalstoffenproducent die de preventiedoelstellingen heeft bereikt waardoor de vermindering of de vrijstelling van de belasting mogelijk wordt.”

Art. 3. Artikel 35, § 2, lid 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"De belasting is niet verschuldigd voor zover één van de volgende voorwaarden vervuld is :

1° de aanwezigheid van afvalstoffen is toe te schrijven aan een derde die voor het overige belast wordt voor het achterlaten van afvalstoffen op de overwogen plaats;

2° een rehabilitatieplan is ingediend en geldig verklaard tenzij het niet uitgevoerd wordt volgens de bepalingen van de bevoegde overheid, en een borgstelling is in voorkomend geval verricht om de kosten te dekken van de uitvoering van het rehabilitatieplan.

De rehabilitatie bestaat uit de uitvoering van elke verrichting om afvalstoffen weg te werken of de plaats in zijn oorspronkelijke toestand te herstellen of, bij technische onmogelijkheid of gevaar, uit de aanneming van elke maatregel voor de duurzame vrijwaring van het leefmilieu en de menselijke gezondheid."

Art. 4. In artikel 49 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "hoofdstukken VI, VII en X" vervangen door de woorden "hoofdstukken VI, VII, IX en X";

2° in paragraaf 2, lid 1, worden de woorden "hoofdstukken VI en VII" vervangen door de woorden "hoofdstukken VI, VII en IX";

3° in paragraaf 2, lid 2, worden de woorden "twintigste van de maand" vervangen door de woorden "twintigste van de vierde maand".

Art. 5. In artikel 50 van hetzelfde decreet worden de paragrafen 2 en 3 vervangen als volgt :

"§ 2. De belastingen betreffende een aangifte zijn op initiatief van de belastingschuldige betaalbaar uiterlijk de twintigste van de maand volgend op de trimestriële vervaldag, met uitzondering van de belasting verschuldigd overeenkomstig de hoofdstukken VI, VII en IX.

§ 3. Voor wat betreft de belasting verschuldigd overeenkomstig de hoofdstukken VI, VII en IX is de belasting betreffende een aangifte op initiatief van de belastingplichtige betaalbaar uiterlijk de twintigste van de vierde maand van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de aangifte van artikel 49, § 2, betrekking heeft."

Art. 6. Artikel 72 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

" - de artikelen 56 tot 68 van dit decreet zijn evenwel enkel van toepassing op de belastingen, intrest en fiscale geldboetes betreffende de belastbare periodes 2008 en volgende;

- de artikelen 18bis, 18ter, 19, 20, 21, 22, 25 en 28 van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op afvalstoffen in het Waalse Gewest blijven verder van toepassing na 1 januari 2008 op de belastingen op de afvalstoffen bepaald bij voornoemd decreet van 25 juli 1991 betreffende de belastbare periodes 2007 en vroeger."

Art. 7. Dit decreet treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waalse Parlement, 675 (2007-2008), nrs. 1 tot en met 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 19 mei 2007.

Bespreking - Stemmingen.